

# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Gert-Jan Stads et Daniel Lunze Lubanga

## INDICATEURS CLÉS, 2000–2011

Dépenses totales consacrées à la R&D agricole publique	2009	2011
Francs congolais (en millions, prix constants de 2005)	1.975,5	3.474,8
Dollars PPA (en millions, prix constants de 2005)	9,2	16,2
<b>Croissance globale</b>	<b>76%</b>	
Effectif total des chercheurs agricoles (secteur public)		
Équivalents temps plein (ÉTP)	340,4	423,9
<b>Croissance globale</b>	<b>25%</b>	
Intensité de la recherche agricole		
Part des dépenses dans le PIB agricole	0,10%	0,17%
Chercheurs ÉTP par 100 000 agriculteurs	2,44	2,94

Note : La page 4 présente une liste des sigles, des définitions et un bref aperçu des organismes de R&D agricoles.

▶ Malgré la forte croissance au cours des dernières années, les dépenses de R&D agricole de la RDC sont encore en deçà des niveaux requis pour subvenir aux besoins du pays. Le ratio dépenses/PIB agricole est parmi les plus bas en Afrique.

▶ Les effectifs de chercheurs agricoles connaissent également une croissance rapide depuis quelques années, notamment à l'INERA et au CRAA. Cette croissance est due à l'augmentation des chercheurs de niveau licence/BSc ou master/MSc.

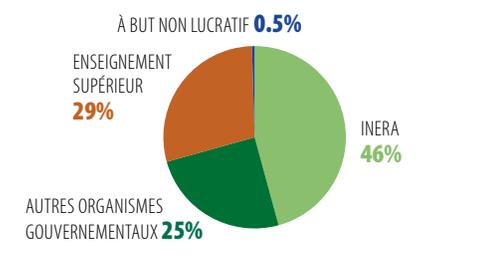
▶ En RDC, les femmes ne représentent que 9 % de l'effectif total des chercheurs travaillant dans la R&D agricole : elles sont donc gravement sous-représentées, d'autant plus que la main-d'œuvre agricole du pays est caractérisée par une prédominance féminine.

## RESSOURCES FINANCIÈRES, 2011

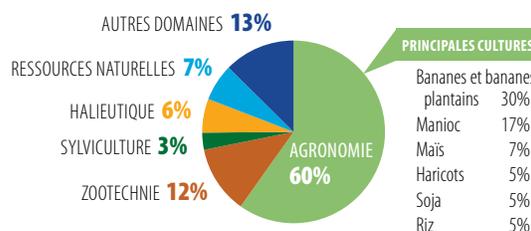
Répartition des dépenses	
Salaires	77%
Frais d'exploitation et coûts des programmes	19%
Immobilisations	4%
Sources de financement	
Subventions d'État	81%
Bailleurs de fonds	14%
Vente de biens/services	4%

Note : Seules les données de INERA entrent en ligne de compte pour le calcul des pourcentages.

## PROFIL INSTITUTIONNEL, 2011



## ORIENTATION DE LA RECHERCHE, 2011



Notes : Les cultures « principales » sont celles qui absorbaient l'attention d'au moins 5 % de tous les chercheurs agronomes ; 31 % de l'effectif total des agronomes travaillaient sur une vaste gamme d'autres cultures.

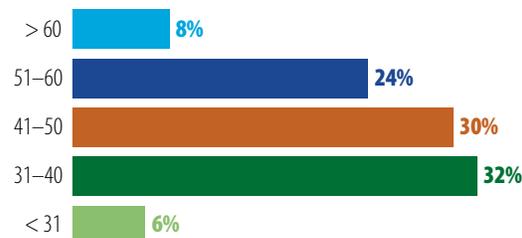
## PROFIL DES CHERCHEURS, 2011



### Effectif ÉTP par diplôme



### Répartition par tranche d'âge



▶ L'INERA et les autres agences publiques font face à un manque crucial de scientifiques ayant un doctorat/PhD ; outre la plupart des chercheurs de ce niveau approchent l'âge de la retraite. C'est au sein des universités qu'on retrouve le plus grand nombre de docteurs en agronomie qui, cependant, effectuent très peu la recherche du fait de leur engagement dans l'enseignement et du manque de personnel de soutien.

▶ Vu la prédominance des jeunes chercheurs agricoles ayant besoin d'encadrement et de formations pratiques, le report, au sein des organismes gouvernementaux, de l'âge du départ à la retraite de 60 à 65 ans (comme dans les universités) constituerait un petit gain de temps en termes d'emploi continue de chercheurs de niveau doctorat. Par ailleurs, comme de nombreux jeunes diplômés se laissent séduire par des emplois plus lucratifs ailleurs que dans le secteur de l'enseignement supérieur, la réduction de l'écart salarial entre universitaires junior et senior constituerait un moyen d'inciter les jeunes diplômés à envisager une carrière universitaire.

	Docteur/ PhD	Master/ MSc	Licence/ BSc	Total	Diplômés PhD âgés > 50 ans	Ratio personnel de soutien/scientifique
<i>Chercheurs (effectif)</i>					<i>(pourcentage du total)</i>	
<b>INERA</b>	6	50	138	194	100%	15,3
<b>CRH</b>	1	0	15	16	100%	4,6
<b>CRAA</b>	1	8	53	62	100%	1,0
<b>CREN-K</b>	5	9	7	21	40%	4,0
<i>Enseignants universitaires (effectif)</i>					<i>(pourcentage du total)</i>	
<b>UNIKIN</b>	34	5	43	82	68%	0,5
<b>UNIKIS</b>	22	32	16	70	82%	0,6
<b>UNILU</b>	22	2	18	42	13%	0,7

Note : Les données se rapportent toutes à l'année 2011 et ne tiennent pas compte des techniciens et autres auxiliaires titulaires d'un diplôme.

▶ **DÉVELOPPEMENT DU RÉSERVOIR DES SCIENTIFIQUES DE L'INERA**

Au cours des dernières années, la RDC a réalisé d'importants progrès en termes de développement de capacité de recherche. Deux chercheurs de l'INERA ont obtenu leur doctorat en 2012, un troisième chemine sur leurs pas en 2013. Quatre autres scientifiques ont pu obtenir des bourses du gouvernement belge et du CIALCA pour faire des études de 3ème cycle en Belgique et en Tanzanie ; l'INERA s'attend à pouvoir les réintégrer en 2014. En outre, un volet clé du projet REAFOR (2007–2010) est consacré à la formation des scientifiques de l'INERA. L'appui financier accordé dans le cadre de ce projet a permis à l'INERA de quasi doubler son effectif de scientifiques titulaires d'un master/MSc : de 27 en 2009, il est passé à 50 en 2011. La plupart de ces scientifiques ont obtenu leur diplôme à l'UNIKIN et à l'UNIKIS, mais quelques uns ont fait leurs études en Belgique, en Afrique du Sud ou en Ouganda.

<sup>a</sup>. Le programme REAFOR bénéficie d'un financement étalé sur quatre ans de la part de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies et de l'Union européenne. Lancé en 2006 il a pour but d'aider la RDC à ranimer son effort de recherche lié à l'agriculture et à la foresterie.

**POTENTIEL DE R&D AGRICOLE INEXPLOITÉ AU SEIN DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE**

Par comparaison avec l'INERA et d'autres organismes gouvernementaux, les universités emploient une proportion beaucoup plus élevée de scientifiques agricoles (plus jeunes) de niveau PhD. Cependant, ils sont très peu à pouvoir se concentrer sur la recherche, faute de temps et de ressources. En effet, comme dans chacun des trois grands organismes d'enseignement supérieur du pays, le nombre d'étudiants en sciences agricoles est d'environ 1 000, il n'est donc pas surprenant que l'enseignement constitue leur activité primordiale—ce, fréquemment en dépit du mandat de recherche de l'université ou malgré l'inclination de certains scientifiques à intégrer la recherche dans leur carrière universitaire. Les scientifiques de niveau PhD du secteur de l'enseignement supérieur constituent une ressource inexploitée : on pourrait en tirer un bien meilleur parti si on leur accordait le personnel de soutien et les ressources financières leur permettant de réaliser des recherches.

**INDICATEURS CLÉS : COMPARAISONS ENTRE PAYS**

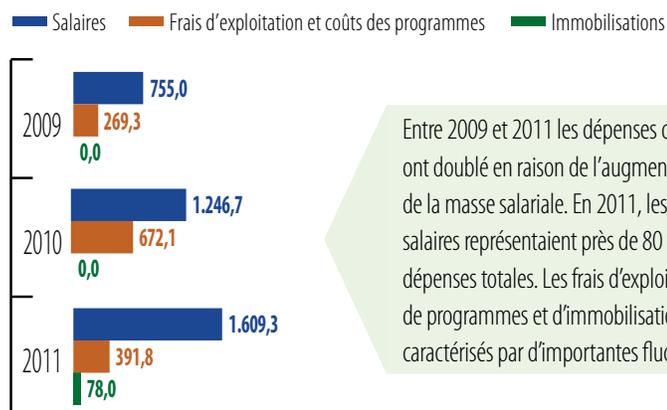
	Effectif total des chercheurs, 2011 (ÉTP)	Croissance de l'effectif, 2008–2011	Proportion des titulaires d'un doctorat, 2011 (ÉTP)
<b>RDC</b>	<b>423,9</b>	<b>25%<sup>a</sup></b>	<b>13%</b>
Rwanda	180,4	44%	12%
Burundi	132,3	32%	18%
Kenya	1.150,9	13%	32%

<sup>a</sup>. Dans le cas de la RDC, cette croissance se base sur les données relatives à la période 2009–2011.

▶ En RDC, la R&D agricole est gravement affectée par le sous-investissement. Le gouvernement assume les charges salariales des chercheurs mais le pays est lourdement tributaire des contributions instables de l'aide au développement pour la réalisation de ses programmes de recherche et la remise en état des infrastructures de R&D.

▶ Le gouvernement devrait définir avec clarté ses priorités de R&D pour le long terme et s'assurer de l'obtention de fonds stables et renouvelables pour la conduite des programmes de R&D. Une plus grande conformité entre les intérêts des bailleurs de fonds et les priorités nationales favoriserait la cohérence et la complémentarité des programmes de recherche. Il faudrait également examiner les possibilités qu'offrent les mécanismes conçus pour stimuler le secteur privé à investir dans la R&D.

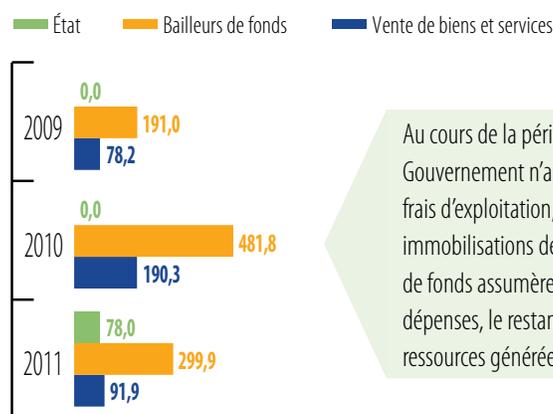
**Dépenses de l'INERA par catégorie de coûts, 2009–2011**



En millions de francs congolais (ajustés de l'inflation ; année de référence = 2005)

Entre 2009 et 2011 les dépenses de l'INERA ont doublé en raison de l'augmentation de la masse salariale. En 2011, les salaires représentaient près de 80 % des dépenses totales. Les frais d'exploitation, de programmes et d'immobilisations sont caractérisés par d'importantes fluctuations.

**Les sources de financement des frais d'exploitation et des immobilisations de l'INERA, 2009–2011**



En millions de francs congolais (ajustés de l'inflation ; année de référence = 2005)

Au cours de la période 2009–2011, le Gouvernement n'a financé que 6 % des frais d'exploitation, de programme et des immobilisations de l'INERA. Les bailleurs de fonds assumèrent près de 70 % de ces dépenses, le restant étant financé par des ressources générées en interne.

**▶ LA RECHERCHE DE L'INERA REFLÈTE UNE TRÈS FORTE INFLUENCE DES BAILLEURS DE FONDS**

La prise de décisions essentielles sur les priorités de recherche est dévolue aux bailleurs de fonds, ce qui entraîne une déviation du programme de recherche vers des objectifs à court terme qui ne reflètent pas nécessairement les priorités nationales. Jusqu'en 2010, l'État n'assumait que les frais salariaux encourus par l'INERA (chercheurs et personnel de soutien), tandis que la R&D proprement dites et la réhabilitation des infrastructures de l'Institut étaient principalement à la charge des bailleurs de fonds. Cette situation s'est légèrement modifiée depuis 2010 sous l'influence de REAFOR qui exige du gouvernement une contrepartie plus importante, mais les montants versés ne représentent toujours qu'une fraction des niveaux alloués en début d'exercice, d'où l'extrême difficulté à prendre des décisions afférentes au budget, à la planification et aux ressources humaines. Au sein des universités la situation est similaire.

Depuis 2004, l'INERA bénéficie d'un soutien important du gouvernement belge dans le cadre du projet d'Appui à l'amélioration de la Production Végétale (APV), dont la deuxième phase vise à renforcer la capacité institutionnelle et organisationnelle de l'INERA, à réhabiliter ses centres de ressources génétiques et à promouvoir la production de semences de haute qualité. La Belgique joue aussi un rôle clé en finançant la formation de façon bilatérale ou soit par le biais du CIALCA. Parmi les contributeurs importants à la R&D agricole de la RDC on relève, outre les bailleurs de fonds évoqués précédemment, le Canada, l'Allemagne, l'AIEA et des réseaux régionaux tels l'ASARECA et le CORAF/WE CARD.

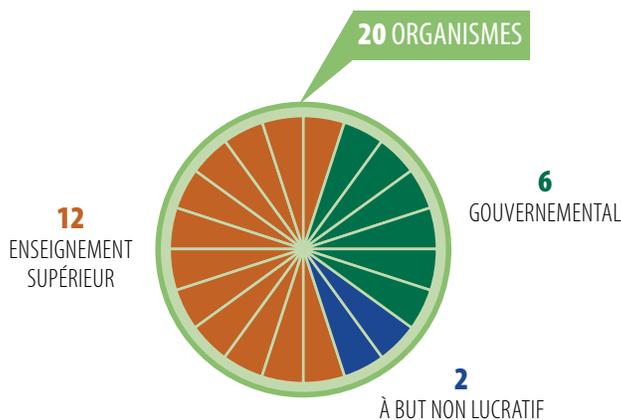
**INDICATEURS CLÉS : COMPARAISONS ENTRE PAYS (suite)**

	Dépenses totales, 2011 (dollars PPA 2005, millions)	Augmentation globale des dépenses, 2008–2011	Part des dépenses dans le PIB agricole, 2011
RDC	16,2	76% <sup>b</sup> ↑	0,17%
Rwanda	27,2	35% ↑	0,69%
Burundi	8,4	-20% ↓	0,57%
Kenya	188,1	11% ↑	1,22%

<sup>b</sup> Dans le cas de la RDC, cette croissance est basée sur les données afférentes à la période 2009–2011.

## LES ORGANISMES DE RECHERCHE AGRICOLE DE LA RDC

En RDC la R&D agricole est effectuée par une vingtaine d'organismes publics. L'INERA (194 chercheurs ÉTP en 2011) est de loin l'organisme le plus important, avec près de 50 % des chercheurs agricoles du pays (en ÉTP). Son mandat embrasse des recherches sur les cultures, l'élevage, la sylviculture et l'halieutique. L'INERA gère 12 centres et stations de recherche répartis à travers le pays et effectuant des recherches adaptatives revêtant une pertinence locale. D'autres organismes gouvernementaux importants sont le CRAA, le CRH et le CREN-K, dont les activités portent, respectivement, sur les technologies alimentaires, l'hydrologie, et sur l'agriculture et l'énergie nucléaire. Les facultés agricoles de l'UNIKIN et de l'UNILU ainsi que la faculté des sciences de l'UNIKIS constituent les organismes les plus importants du secteur de l'enseignement supérieur de la RDC. On note qu'au cours des dernières années un nombre croissant d'universités privées et d'organisations non gouvernementales se sont mises à effectuer de la R&D agricole quoique leur capacité soit restreinte. La synthèse présentée dans cette fiche ne rend pas compte des activités de R&D agricole que mène le secteur privé à but lucratif, or l'on sait que certaines entreprises agro-industrielles privées basées en RDC effectuent des recherches sur l'huile de palme, le quinquina (plante médicinale), le café et le sucre.



Consultez le site web [www.asti.cgiar.org/fr/drcongo](http://www.asti.cgiar.org/fr/drcongo), pour voir la liste complète des organismes inclus dans l'analyse de la série de données pour la RDC.

## GESTION DES DONNÉES ASTI : MÉTHODES ET PROCÉDURES

- ▶ La plupart des **données sous-tendant cette fiche** ont été obtenues de première main par la tenue d'enquêtes ; d'autres ont été puisées à sources secondaires ou bien sont le fruit d'estimations.
- ▶ La **recherche agricole publique** englobe les recherches effectuées au sein d'organismes gouvernementaux et d'enseignement supérieur, de même que par des institutions à but non lucratif.
- ▶ Pour le calcul des données afférentes aux ressources humaines et financières, ASTI applique le concept **équivalent temps plein (ÉTP)** qui considère le pourcentage du temps de travail que les scientifiques consacrent aux activités de recherche, ce par rapport à leurs autres tâches.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale et en dollars dits « **parité de pouvoir d'achat** » (PPA), 2005 étant l'année de référence dans les deux cas. Les taux PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des monnaies que ne le font les taux de change courants puisqu'ils comparent les prix d'un ensemble assez diversifié de biens et services échangés sur les marchés locaux – plutôt qu'internationaux.
- ▶ S'agissant du secteur de **l'enseignement supérieur**, l'équipe ASTI procède à des **estimations des dépenses** de recherche puisque celles-ci ne peuvent être séparées des autres dépenses.
- ▶ En raison de **l'arrondissement des nombres décimaux**, il peut arriver que la somme des pourcentages dépasse les 100 %.

 Vous trouverez de plus amples détails sur la méthodologie ASTI sur la page web [www.asti.cgiar.org/fr/methode-et-procedures](http://www.asti.cgiar.org/fr/methode-et-procedures). Une information complémentaire concernant la R&D agricole en RDC est présentée à la page <http://www.asti.cgiar.org/fr/drcongo>.

## SIGLES ET ACRONYMES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ASARECA	Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'Est et du Centre
CIALCA	Consortium pour l'amélioration des moyens de subsistance à base d'agriculture en Afrique
CORAF/WECARD	Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles
CRAA	Centre de recherche agro-alimentaire
CREN-K	Centre régional d'études nucléaires de Kinshasa
CRH	Centre de recherche en hydrobiologie
ÉTP	Équivalent temps plein (chercheurs)
INERA	Institut national pour l'étude et la recherche agronomiques
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux de change)
R&D	Recherche-développement
REAFOR	Relance de la recherche agricole et forestière en RDC
UNIKIN	Université de Kinshasa
UNIKIS	Université de Kisangani
UNILU	Université de Lubumbashi

## QUI SOMMES-NOUS ?

De par ses nombreuses collaborations avec des organismes de R&D nationaux et régionaux ainsi qu'avec des institutions internationales, **programme ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles** constitue une source exhaustive et fiable d'informations sur les systèmes R&D agricole du monde en développement. Il est géré par **l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires (IFPRI)**, qui – en tant que membre du CGIAR – contribue à la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté dans le monde en élaborant des solutions politiques solidement étayées et durables. Placé sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, **l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomiques (INERA)** est le principal organisme de recherche agricole de la RDC. Ses recherches concernent en premier lieu les cultures, l'élevage, la sylviculture et l'halieutique.

Le programme ASTI/IFPRI et l'INERA tiennent à remercier chaleureusement les organismes de R&D qui ont participé à l'exercice de collecte des données et contribué à l'élaboration de la présente fiche d'information. L'équipe ASTI remercie également la Fondation Bill et Melinda Gates pour les contributions généreuses dont elle appuie ses activités en Afrique subsaharienne. Rédigée en tant que produit du programme ASTI, cette fiche n'a pas été soumise à une évaluation par des pairs ; les points de vue exprimés sont ceux des auteurs : ils ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de l'IFPRI ou de l'INERA.

Copyright © 2013 Institut international de recherches sur les politiques et Institut national pour l'étude et la recherche agronomiques. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et INERA). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse [ifpricopyright@cgiar.org](mailto:ifpricopyright@cgiar.org) si vous souhaitez rééditer le texte intégral.